

Il a dit

«L'une des raisons du recul de la croissance du commerce mondial réside dans le protectionnisme grandissant»

Kaspar Engeli
Directeur de Commerce Suisse



Le chiffre

135

C'est, en millions de dollars, le nouveau record de recettes au box-office américain en août réalisé à sa sortie par le film «Suicide Squad».

Aéronautique

Airbus soupçonné de corruption

Le Serious Fraud Office (SFO), chargé de la lutte contre les délits et crimes économiques en Grande-Bretagne, a ouvert une enquête sur des soupçons de fraude et de corruption visant Airbus Group.

Toyota

Ventes en hausse

Malgré un bénéfice moindre à cause de la monnaie japonaise, les ventes en volume du groupe Toyota tendent à progresser.

Ventes de véhicules du groupe Toyota	
Marques Toyota, Lexus (voitures de luxe), Daihatsu (minivéhicules) et Hino (poids lourds)	
(Résultats avril-mars, en millions d'unités)	
2014-2015	10,17
2015-2016	10,09
2016-2017	(prévisions) 10,15

SOURCE: AFP, TOYOTA

Entreprises

La géopolitique fait irruption dans les firmes

Les acteurs de l'économie ont soif d'expertises pour décoder les conflits dans les marchés qu'ils ciblent

Roland Rossier

Avant 1989, la chose était entendue. A l'est, l'URSS (Union des républiques socialistes soviétiques) et à l'ouest le monde occidental dominé par les Etats-Unis. Pour les entreprises, les décisions d'investissement étaient plus prévisibles car qui imaginait, à l'époque, que la guerre froide allait brusquement s'achever avec, symboliquement, la destruction du mur de Berlin?

Aujourd'hui, le monde est devenu plus complexe et les entreprises, et en particulier les PME, plus démunies que les multinationales, ont besoin de bien comprendre un pays avant de choisir de commercer avec lui, et a fortiori d'y ouvrir un bureau ou une usine.

Les rouges ou les jaunes?

Comment comprendre à quel camp - et surtout à quels réseaux de pouvoir - appartenaient les «chemises rouges» et les «chemises jaunes» qui ont embrasé la Thaïlande au début de la décennie? Ou les ressorts de la lutte entre les «orange» et les «bleus», en Ukraine? Avec qui faut-il faire affaire? Quelle banque locale doit-elle être utilisée ou évitée? Faut-il plutôt ouvrir une représentation en Ecosse ou en Angleterre? Dans Madrid l'espagnole ou Barcelone la catalane? La Bosnie-Herzégovine est-elle apaisée? A quel rythme va s'ouvrir l'économie birmane, cubaine, turkmène? La Colombie est-il un Etat plus sûr que son voisin, le Venezuela? Quel pays africain choisir pour baser une tête de pont sur le continent noir? La Turquie pourrait-elle se déstabiliser? Faut-il accepter des clients de



Touristes en balade à Istanbul. La Turquie est un exemple de marché autrefois sûr, présenté comme prometteur, et désormais entrant dans une période grevée d'incertitudes. EPA

Malaisie, pays secoué par un vaste scandale de corruption?

«Notre époque est très troublée. Et des conflits régionaux sont proches de nos frontières. Il suffit de penser à l'Ukraine», estime Guy-Philippe Bolay, directeur adjoint à la CVCI (Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie). Les séminaires se multiplient, notamment sous l'égide de S-GE (Switzerland Global Enterprise).

La Turquie est aussi un exemple de marché autrefois sûr, présenté comme prometteur, et désormais entrant dans une période grevée d'incertitudes. Or, ce pays est, avec le Japon, l'un des deux marchés jugés comme «présentant un potentiel intéressant pour le canton de Vaud». Le canton y bénéficie des services d'un représentant exclusif qui a fort à faire depuis le coup d'Etat avorté du 15 juillet.

Directeur adjoint à la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève, Vincent Subilia confirme l'intérêt accru des en-

treprises pour les problèmes de nature géopolitique: «Ces préoccupations sont de plus en plus importantes, en particulier pour aborder de nouveaux marchés. J'en veux pour preuve le succès du récent voyage en Iran, auquel ont participé plus de 50 entrepreneurs. L'ADN de notre écosystème lémanique est lié à notre ouverture au monde. C'est d'autant plus vrai que nous évoluons dans un monde globalisé, de plus en plus numérisé et - malheureusement - dans un climat anxigène en raison des menaces sécuritaires. Les entreprises l'ont bien compris.»

Pour répondre à cet intérêt, la CCGI organise de nombreux événements en invitant des chefs d'entreprise et des représentants des régions concernées capables de décrypter aussi la dimension politique. Un exemple? Une séance sur le Sri Lanka est prévue, à la fin d'août.

«Les questions politiques sont devenues plus

importantes dans nos métiers», ajoute Philippe Schindler, associé au sein de la société de conseils financiers Blue Lakes Advisors. «Nous intégrons cette dimension dans nos analyses et nos outils d'aide à la décision d'investissements», ajoute le Genevois.

Gouvernance obscure

En cas de rachat d'entreprise, les considérations de nature plus politique que strictement économique ou financière jouent aussi un rôle plus important. Car certaines multinationales étrangères, à l'exemple du géant chinois qui est en train d'avaler la multinationale bâloise Syngenta, ne se distinguent pas par leur transparence.

Souvent inconnues ou du moins méconnues du grand public, les firmes du Sud font désormais irruption, parfois de manière surprenante, dans les marchés. Leurs ressorts financiers, leurs réseaux et leur style de management sont encore très largement obscurs.



Des destinations de vacances balnéaires comme les îles Canaries, Chypre (en photo, Larnaca) ou le Portugal vont très bien. AFP

Les voyageurs ne font pas tous grise mine

Chez TUI Suisse, on estime que les affaires ne se portent pas trop mal. Les gens retournent dans les bureaux de voyage

La filiale suisse du groupe touristique allemand TUI ne partage pas actuellement les lamentations de la branche du voyage. Dans une interview à la *Schweiz am Sonntag*, le chef de TUI Suisse, Martin Wittwer, a déclaré que ses affaires ne se portaient pas si mal.

TUI Suisse doit aussi composer avec un environnement géopolitique difficile. Toutefois, des destinations de vacances balnéaires comme les îles Canaries, Chypre ou le Portugal vont très bien. Les chiffres pour ces lieux de voyages sont en progression de plus de

30% par rapport à 2015, a ajouté le manager.

La Croatie fonctionne aussi nettement mieux que l'an dernier et la Grèce poursuit régulièrement son chemin de croissance. Certaines destinations subissent des turbulences, comme le sud de la Turquie, et accusent un recul de plus de 50%.

Mais l'un dans l'autre, les chiffres de TUI Suisse ne sont pas plus mauvais que l'an dernier, a précisé son chef. L'incertitude mondiale pousse d'ailleurs les gens à revenir dans les bureaux de voyage, au détriment d'Internet.

La clientèle suisse de TUI profite des prix qui sont absolument les mêmes que ceux pratiqués en Allemagne, précise Martin Wittwer. Ils sont simplement convertis en francs. **ATS**

La piste des voyageurs suisses fuit les attentats

Les réservations se font de plus en plus à la dernière minute, selon une enquête du «Matin Dimanche»

A cause des attentats, les Suisses réservent leurs vacances à la dernière minute alors que le retour des touristes dans certains lieux dépend de la fréquence des actes terroristes, selon une enquête du *Matin Dimanche*.

«L'expérience démontre que si un acte terroriste ne se produit qu'une fois, les touristes oublient relativement vite», a déclaré Urs Wagensell, directeur de la section tourisme à la HES de Lucerne, dans une interview au journal du dimanche lausannois. Dans ce cas-là, ils sont de retour quelques mois plus tard déjà.

Par contre, «la résilience met beaucoup plus de temps à s'installer, entre deux et trois ans en moyenne, lorsque les attentats se multiplient», précise l'expert du tourisme. Et ce, même si le pays casse les prix, comme le fait aujourd'hui Ankara, avec des injections de fonds publics massives, pour soutenir le secteur touristique.

L'écho médiatique donné à un attentat aura des répercussions également. «Les Allemands ou

les Russes ont ainsi été les premiers à délaisser les plages turques», ajoute Urs Wagensell. Les conséquences économiques peuvent être graves pour les destinations qui offrent principalement des vacances balnéaires classiques, pour lesquelles le touriste n'aura aucune peine à trouver des alternatives équivalentes.

La Turquie a ainsi été remplacée par l'Espagne ou le Portugal. Le spécialiste note que les pays proposant une offre spécifique unique, comme les sites archéologiques exceptionnels d'Egypte, résistent beaucoup mieux. Car là, les passionnés ne se laissent pas arrêter par des menaces concernant la sécurité.

Les Suisses ne font pas exception à la règle et ont modifié leurs habitudes de voyages. Ils réservent leurs vacances de plus en plus tard, en moyenne un mois, voire dix jours avant la date de départ, selon *Le Matin Dimanche*, qui a interrogé des spécialistes de la branche. Cela va dans le même sens qu'une information de la Fédération suisse du voyage diffusée au commencement du mois de juillet. Au début des vacances d'été, des réservations à court terme pour des vols prévus dans les jours ou semaines à venir étaient effectuées. **ATS**

A Rio, les entreprises suisses ressentent le marasme

Les multinationales n'échappent pas à la conjoncture difficile au Brésil. Elles comptent sur un accord de libre-échange

Les entreprises suisses aussi ressentent la situation économique difficile qui touche le Brésil. Leurs espoirs reposent maintenant sur un accord de libre-échange qui semble enfin à portée de main.

«La conjoncture donne bien du mal aux entreprises ici», a expliqué à l'ATS le président de la Confédération, Johann Schneider-Ammann, à l'issue d'une rencontre avec des représentants économi-

ques à Rio de Janeiro. Ces «derniers n'ont pu enregistrer aucun chiffre de croissance, mais ils sont confiants», rapporte-t-il.

Leurs espoirs reposent sur un accord de libre-échange entre l'Association européenne de libre-échange (AELE), à laquelle la Suisse appartient, et le Marché commun du Sud (Mercosur), dont fait partie le Brésil. Le chef de l'Economie a justement discuté de cet accord avec le ministre brésilien des Affaires étrangères, José Serra, jeudi à Brasília. Dialogue que le département à Berne avait qualifié de «très constructif».

Si Johann Schneider-Ammann s'est toujours fortement prononcé

en faveur de cet accord, cela n'a pas toujours été le cas pour ses interlocuteurs. Le premier acte remonte à 2011, alors que le conseiller fédéral effectue sa première visite en terres brésiliennes. A ce moment, il insiste déjà pour mener des discussions exploratoires, mais il essuie un refus.

L'AELE et le Mercosur ont certes conclu un accord de libre circulation il y a seize ans, mais n'ont encore entamé aucune négociation. En 2011, on fait savoir au président suisse que Mercosur doit d'abord se mettre d'accord sur une position commune. Deuxième acte en 2014. Après des discussions avec le gouvernement

de l'époque, Johann Schneider-Ammann se dit optimiste. Le troisième acte semble lui donner raison. La rencontre de samedi a eu lieu dans la House of Switzerland, à Rio de Janeiro, en présence de filiales de firmes suisses telles que Nestlé, Richemont et Kudelski.

Le Brésil est le partenaire commercial le plus important de Berne en Amérique latine. L'année dernière, la Suisse a importé des biens d'une valeur de 1,43 milliard de francs, avant tout de l'or, du café et de l'aluminium brut. Le pays a lui exporté pour 2,04 milliards, essentiellement des produits chimiques, pharmaceutiques et des machines. **ATS**